

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Étranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADRESSER LETTRES ET MANDATS

A L'ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ
RENÉ CHAUVIN

XVI^e CONGRÈS NATIONAL du Parti Ouvrier Français

Le Conseil National se joint à la Commission Montluçonnaise d'organisation pour rappeler aux Fédérations, Agglomérations, Groupes du Parti et Syndicats adhérents, que le Congrès National se tiendra cette année à Montluçon et s'ouvrira le 17 septembre au matin, pour se clore le 20 au soir.

Ce dernier jour sera réservé à la Conférence annuelle de la Fédération des élus municipaux du Parti.

ORDRE DU JOUR :

1^o Situation du Parti (Rapport du Conseil National et des organisations représentées) ;

2^o Les dernières Elections Législatives et leurs Conséquences (Projet d'unité socialiste, Liberté du vote, etc.) ;

3^o Les Elus du Parti à la Chambre et dans le Pays ;

4^o Antisémitisme et Nationalisme ;

5^o De l'Organisation Centrale et Fédérale du Parti ; de la Propagande et des moyens de la rendre plus efficace (réunions, brochures, presse, etc.)

Le Conseil National compte que, malgré les dépenses extraordinaires qu'ils ont eu à supporter du fait des élections cantonales s'ajoutant aux élections législatives, tous les Groupes, comprenant la nécessité de se faire représenter au Congrès, sauront faire l'effort indispensable.

Les Groupes sont instamment priés de faire connaître au plus tôt, au Conseil National (5, rue Rodier, à Paris) et à la Commission d'organisation (rue Branzat, Montluçon), le nombre et le nom de leurs délégués.

Les secrétaires :

JULES GUESDE. PAUL LAFARGUE.

INUTILE & DANGEREUSE

La loi sur les warrants agricoles, promulguée le 18 juillet dernier n'attend, pour entrer en vigueur, que le décret d'administration publique en cours d'élaboration.

On sait en quoi elle consiste :

L'agriculteur pourra désormais emprunter — sans s'en dessaisir et en en conservant la garde — sur certains produits agricoles et industriels provenant de son exploitation.

Ces produits warrantables — dont ont été exclus, comme un gage intangible réservé au propriétaire, le mobilier de la ferme, le bétail et la récolte pendante par branche ou par racine — comprennent les céréales en gerbes ou bottelées, les fourrages et légumes secs, les matières textiles, les graines, les vins, cidres, eaux-de-vie et alcools, les cocons secs ou ayant servi au grainage, les bois exploités, les fromages, miels et cires, les huiles végétales et le sel marin.

Ce que se propose cette loi, proclamée en plein Sénat « de très grande utilité » par un de ses pères, M. Viger, c'est d'arracher le cultivateur à l'obligation de fait où il se trouvait trop souvent de vendre, aussitôt la moisson ou la vendange, à quelque prix que ce fût, pour payer soit le propriétaire, soit le fisc, soit les frais de récolte ou de culture.

Il s'agit — par cette espèce de crédit à domicile — de permettre à Jacques Bonhomme d'attendre le moment favorable, c'est-à-dire les hauts cours, pour réaliser le fruit de son travail.

Le but est donc des plus louables. Mais entre ce que l'on poursuit et ce que l'on atteindra, il y a loin, plus loin que de la coupe aux lèvres.

Tout d'abord, pour les non-propriétaires ou fermiers — au nombre de 468,000 — le droit à l'emprunt n'existera que du consentement du propriétaire : ceux-là seuls pourront emprunter qui seront en règle avec ce dernier. Un seul terme resté en souffrance, et la nouvelle loi ne joue plus, elle est comme si elle n'avait jamais été.

C'est-à-dire que les plus pauvres, ceux qui en auraient le plus besoin — et pour lesquels on a prétendu la faire — se trouveront jusqu'au dernier exclus du bénéfice de la réforme, laquelle, comme la majeure partie des réformes en régime capitaliste, ne profitera qu'aux riches et en proportion de leur richesse.

Pour les paysans-propriétaires, il en sera certes différemment. Aucun obstacle, aucune condition à l'emprunt, que la volonté de l'emprunteur. Mais c'est dans cette facilité même que résidera pour eux le danger, étant donnée la misère qui les talonne.

Combien qui auront dû faire warranter leurs quelques hectolitres de blé ou de vin se verront dans l'impossibilité, à l'échéance, de rembourser les sommes avancées ! On ne s'en est pas caché, lors des débats, au Luxembourg : « Ce sera évidemment une hypothèque fréquente », a pu déclarer M. Théodore Girard, sans rencontrer de contradicteur sur aucun banc. La vente s'ensuivra dans le mois, et, en cas d'insuffisance, ce sera le fonds lui-même qui devra payer, être vendu et aller arrondir le grand propriétaire voisin, en laissant derrière lui un prolétaire agricole de plus.

En réalité, la nouvelle liberté de se procurer l'argent qui lui manque, dont viennent d'être dotés nos cultivateurs dans l'embarras, aura surtout pour effet de les débarrasser de leur terre. L'instrument de crédit aura été un instrument d'expropriation.

Ce qui n'est pas sans doute pour faire reculer les socialistes, persuadés que ce qui rend dès aujourd'hui possible la nationalisation des moyens industriels de production (mines, chemins de fer, hauts-fourneaux, tissages et filatures), c'est qu'ils sont déjà concentrés entre quelques mains, et qu'avant de rentrer et pour rentrer à la nation ou à la société le sol devra passer par une concentration analogue.

Mais quels étranges conservateurs que nos bourgeois dirigeants qui, pour une fois qu'ils aboutissent à faire quelque chose pour la petite propriété rurale, n'ont trouvé à la gratifier que d'un nouveau mode de suicide !

JULES GUESDE

AUTRES RÉSULTATS

Les scrutins de ballottage du 7 août ont porté de douze à dix-huit les conseillers généraux du Parti. Nos nouveaux élus au conseil général sont les citoyens Lauzet (Bourbon-l'Archambault), Cayol (Marseille), Duvernay (Lille), Lasso (Clary), Orange (Rouen), et Masseboeuf (Toulon).

Pour la première fois, nous pénétrons dans la représentation départementale du Var.

Les conseillers d'arrondissement du Parti se sont, d'autre part, augmentés des citoyens Bès (Castres), Gineste (Rivesaltes), Dubos (Agen), Lelièvre (Lille), Bayle et Gavary (Marseille), Comte (Alais), Rouquet (Béziers), introduisant notre programme et notre poli-

tique dans les conseils du Tarn, des Pyrénées-Orientales, du Tarn-et-Garonne.

L'infiltration collectiviste se poursuit donc sans arrêt.

Les voix réunies au premier tour dans l'Allier se sont élevées à 10,556, se répartissant comme suit :

CONSEIL GÉNÉRAL

E. Dormoy (Montluçon-Ouest) ... 2.505 Elu.
Morillon (Cerilly) ... 1.226
Auriche (Hérissou) ... 1.482
Lauzet (Bourbon-l'Archambault) 800 ball.

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

Berthet (Montluçon-Est) ... 1.910 Elu.
Dumazet (Commentry) ... 1.802 Elu.
Marsallon (Huriel) ... 1.329 Elu.

Ce qui donne, pour les 130 cantons dont les résultats sont à ce jour connus, un total de 163,778 voix et de 36 élus.

Deux erreurs matérielles se sont glissées dans notre tableau des résultats généraux du premier tour :

Dans le canton de Saint-Chaptes, ce n'est pas 29, mais 393 suffrages qu'a obtenus le citoyen Boisson, secrétaire-adjoint de la Fédération socialiste du Gard.

Dans le huitième canton de Marseille, le candidat du Parti était, non M. Jullien, mais le citoyen Octave Bally, adjoint au maire de Marseille.

Nous avons, d'autre part, oublié d'annoncer l'élection par 1,300 voix, au conseil d'arrondissement, du citoyen Barberat, pour le canton de Lodève.

UNANIMITÉ !

De tous les journaux qui se sont occupés de la Déclaration du Conseil national, pas un — mais pas un seul — qui ait eu la probité de la reproduire.

Cette unanimité — dans la suppression d'une pièce gênante — méritait d'être signalée.

Elle suffit à nous venger des injures des uns et des éloges — plus injurieux — des autres.

MAL & REMÈDE

Où est le temps où les pêcheurs étaient propriétaires de leurs bateaux et du produit de leur pêche ? Ils ont été remplacés par des pêcheurs à la part, puis par de simples salariés montés sur le bateau d'un armateur et pêchant — ou produisant pour ce dernier.

Ces prolétaires de la mer ne sont pas moins exploités que les prolétaires de l'usine. Leur salaire mensuel — pour trente jours et trente nuits — ne dépasse pas 75 francs, sur lesquels il leur faut s'équiper. Et s'ils manquent une marée, amende et prison sans jugement. Les patrons armateurs ont l'Etat à leur service, qui embarque pour une année « l'ouvrier de mer » récalcitrant.

Mais nous ne sommes pas encore au dernier terme de l'évolution capitaliste.

A l'entrepreneur de pêche succède — et succédera de plus en plus — la Société par actions, opérant au moyen de bateaux à vapeur.

Il en existait depuis longtemps à Dieppe, et à Bayonne, croyons-nous. Il vient de s'en constituer une nouvelle à Nantes, dont le premier effet sera d'enlever leur pain à des milliers de pêcheurs de la Loire maritime et du littoral breton et vendéen.

Quant au petit nombre de ceux qui trouveront à s'embaucher, véritables serfs de l'Océan, comme d'autres sont serfs des voies ferrées ou de la mine, ils auront à risquer leur vie vingt-quatre heures par jour pour servir de beaux dividendes aux plus oisifs des actionnaires ne connaissant du « liquide élément » que les fins turbots ou les meilleures huitres dégustées entre deux vieux bordelais.

Ce sera le triomphe du capitalisme, jusqu'à ce que, né du mal et remède au mal, le socialisme vienne qui nationalisera bateaux, filets et substituera aux plus onéreux des courtiers ou des intermédiaires un service inter-communal de la marée.

Au lieu d'une population misérable, parce que doublement volée par l'armateur et le

commissionnaire, nous aurons alors des pêcheurs libres, jouissant du produit intégral de leur pêche.

AVANT LA LOI

Sans attendre même d'être armées par l'infâme loi Trarieux — qui doit mettre hors de droit de grève et hors de la liberté syndicale les trois cent mille travailleurs de nos voies ferrées — les Compagnies ont commencé à faire des victimes, avec la complicité du gouvernement de la République.

Nous apprenons à l'instant la révocation — sans phrase — de deux de nos amis, garde-freins sur l'Est, les citoyens André et Thomas.

Leur crime ? Ils ont fait leur devoir de syndiqués, sans qu'on ait jamais eu à leur adresser le moindre reproche dans le service.

Ajoutons que ce serait « par ordre du Contrôle de l'Etat » que le citoyen Thomas, commissionné depuis sept ans, a été frappé.

Trois autres agents — sur le Paris-Lyon — ont été atteints dans les mêmes conditions.

Devant ces coupes sombres — aussi illégales que provocatrices — le Conseil National a décidé qu'un des élus du Parti, le citoyen Carnaud, interpellera à la rentrée le radical ministre des Travaux Publics.

Le citoyen Légitimus est reparti mardi pour la Guadeloupe, où l'appellent les élections pour le Conseil général qui doivent avoir lieu en septembre. C'est avec sept candidats, parmi lesquels nos vaillants amis Pierre Blanche et Marc François, que la bataille va s'engager. Et nul doute que, d'ici quelques semaines, nous ayons à inscrire sept nouvelles victoires à l'actif de notre jeune Parti Ouvrier des Antilles.

DÉCOMPOSITION

Une affaire récente, et que nous désignerons assez clairement en la nommant le baccille destructeur de la bourgeoisie, vient de précipiter, comme on dit en chimie, la ruine des partis bourgeois. La conspiration de Boulanger avait donné le premier ébranlement ; Panama avait suivi ; le procès Zola conclut, et par le plus terrible acte d'accusation, non seulement pour les ennemis mais aussi pour les partisans du condamné de l'Île-du-Diable.

Qu'on suive la légère meurtrissure chantée par le poète, qui vient naguère de se déclarer incompetent. A l'avènement de Gambetta, les fanfares proclamaient la République fondée sur le roc, puis la cellule républicaine se segmentait et formait le parti opportuniste et le parti radical, dont le chef était M. Clemenceau.

Pendant plus de dix ans, les convulsions de ces deux monstres préoccurent le public ; Ferry après Gambetta ; après Ferry, Constans ; les chefs de rôle du parti opportuniste se raccrochent au pouvoir, résistant toujours au même ennemi, M. Clemenceau, chef de ce parti radical, qu'il renie et qui le renie aujourd'hui.

L'affaire Boulanger, ce casse-tête chinois, trouble les républicains, opportunistes comme radicaux, et montre déjà qu'une grande lassitude s'empare des masses, prêtes à se pendre à la queue d'un cheval noir. — Avec bien des peines, on reconstruit cette pesante machine de Marly, et l'on commençait à respirer, après la fuite des chefs boulangistes, quand un courant souterrain se déverse à travers l'échafaudage, et en noie une partie dans la boue panamiste. — La scène se dégarnit : Constans a suivi Clemenceau dans la retraite ; la République n'existe plus que comme façade, derrière laquelle la réaction se prépare lentement, tous les partis d'ordre s'unissant contre le Socialisme. — C'est à ce moment que la dernière « affaire » éclate et anéantit toute possibilité de replâtrage.

Or, cet homme qui nous accuse aujourd'hui et nous reproche de ne pas le suivre dans cette aventure, comme dans les deux précédentes, personnifie toute la bonne volonté possible pour le bien, jointe à l'impuissance absolue,

quand il s'agit de le réaliser. Il est l'homme vivant doué de toutes les qualités pour frapper fort, mais toujours et mathématiquement à côté, parce qu'il est aussi « l'homme divers » qui a cru que derrière les ministères qu'il renversait méthodiquement, il y avait quelque chose ; et il ne trouvait après un ministériel tombé que des « ministrables » aussi mauvais que leurs prédécesseurs. Un soir d'un jour de marche, sa cognée lui est tombée des mains, et voulant la ramasser, il a chancelé et est disparu de la scène politique, qui ne trouvera plus un tel orateur ni un tel polémiste, mais qui possède, à en revendre, des gens aussi incapables d'action.

A l'aurore du parti radical, on avait dit aussi : « L'idéal, c'est de modifier assez notre mentalité générale, pour nous mettre la justice au cœur et déterminer en nous la volonté d'application qui nous manque ». Si la volonté d'application aux réformes sociales avait pu être déterminée par la « justice », celle-ci existerait encore. Mais qui modifiera notre mentalité générale ? Sera-ce cette « élite littéraire trop sommairement méprisée » qui ouvre à peine les yeux aujourd'hui à la lumière de la lutte sociale, et ne sait que balbutier les mots de « vérité », « justice », quand le premier ouvrier venu a déjà la conscience de la lutte des classes, inexpiable, qui divise la société capitaliste ?

« S'il fallait attendre que chacun des membres du Parti fût en mesure de s'assimiler Marx, le parti socialiste ne compterait pas de longtemps ». Voilà ce qu'écrit M. Clemenceau, docteur ès-sciences sociales, qui ignore autant d'ailleurs que ses confrères, docteurs en droit et agrégés d'université, que l'ouvrier dès la première heure de son entrée à l'atelier, est obligé de commencer cette lutte, que Marx n'a fait que codifier dans son *Capital*. Il en a la conscience quotidienne, car il est cette force-travail qu'on exploite.

Cette conscience lui a montré que les véritables victimes sont ses compagnons de souffrance, et sa pitié ne s'étendra graduellement aux autres parties de la bourgeoisie, que quand celles-ci tomberont à leur tour dans le prolétariat. Plus loin, il ne peut, ni ne doit voir. La lutte qui agite aujourd'hui les badauds, d'un côté comme de l'autre, se livre au-dessus de sa tête et ne l'intéresse nullement.

Il comprend son intérêt de classe, et il le montre en s'organisant pour la « lutte finale », comme chante l'*Internationale* de Pottier. Mais que comprend cette « élite littéraire » ? Elle est au niveau des nobles d'avant la Révolution, qui se passionnaient pour Calas, Sirven, la Barre, et lâchaient la bonde à leur sensibilité, à la veille de la prise de possession du pouvoir politique par la bourgeoisie. Comme eux, la bourgeoisie lettrée d'aujourd'hui cherche un prétexte pour se raidir encore une fois dans une belle attitude avant de disparaître, et, si possible, d'enrôler dans ses rangs les lutteurs socialistes, qui se laissent entraîner par leur première impulsion.

On nous traite d'êtres féroces, parce que nous ne nous laissons pas prendre à ces beaux semblants. M. Drumont ne voulait-il pas, lui aussi, nous persuader que l'antisémitisme était l'aboutissant du socialisme ; on voit aujourd'hui que ce n'était qu'un masque derrière lequel se cachait la Réaction. Les reproches que nous fait aujourd'hui M. Clemenceau montrent que le radicalisme nouvelle manière

voudrait bien nous faire oublier notre raison d'être : la lutte des classes. Libre, comme il le dit à l'élite littéraire d'essayer « de sauver l'esprit humain des confréries, et de plaider la cause de la justice et de la vérité. » Nous connaissons ces rengaines, à qui tout le talent de l'auteur du « Grand Pan » et les discours de tous les professeurs de facultés de France et de Navarre, ne referont pas une virginité.

Justice, vérité, symboles derrière lesquels se cachent aujourd'hui les intérêts de classe. Et cela se fait inconsciemment, car une classe ne peut s'élever au-dessus de sa propre raison d'être, nier ses intérêts, ne fût-ce qu'un moment. « La grande idée antique de la communion des hommes dans tout ce qui est humain », n'est pas admissible là où il y a des classes ; elle n'existait même pas dans l'Antiquité, entre plébéiens et patriciens. Tout cela est bon à dire sur la scène ou dans les parlottes littéraires.

La vraie justice ne pourra être appliquée à la collectivité, que lorsque celle-ci sera fondée sur la ruine des classes ; jusque là tout arrêt dans la marche du socialisme, tout retard dans notre attaque — même avec les meilleures intentions du monde — est un permis de séjour prolongé accordé au système capitaliste, qui se détruit lui-même sous nos yeux et que nous ne pourrions que gêner dans cette plaisante besogne par notre intervention.

BONNIER.

LA SEMAINE

Le Congrès international des mineurs a clos ses travaux, après avoir désigné Bruxelles pour siège du prochain Congrès et constitué un Comité exécutif dont font partie, pour la France, Calvignac et Lamendin.

Les questions qui restaient à résoudre ont donné lieu aux résolutions suivantes, votées soit à l'unanimité, soit à de grosses majorités :

« Le Congrès croit que le moment est venu d'arrêter un salaire minimum pour les mineurs de chaque pays, qu'au besoin une lutte doit-être engagée dans ce sens. »

« Le Congrès décide qu'une pression sera exercée sur les gouvernements des divers pays représentés, en vue d'une législation instituant des pensions de retraites pour les vieillards et les invalides du travail. Cette législation ne devra sous aucun prétexte amoindrir la responsabilité du patronat en matière d'indemnité à payer à l'ouvrier, en cas d'accident survenu soit pendant le travail, soit à l'aller ou au retour. »

« Des délégués ouvriers élus au suffrage universel par les travailleurs eux-mêmes doivent-être adjoints à l'inspection des mines. Ils doivent recevoir de l'Etat une rémunération suffisante pour vivre. L'inspection doit avoir lieu deux fois par mois. »

« Il y a lieu de nationaliser les mines. » Une proposition de réglementation internationale de la production de la houille a été justement repoussée comme incompatible avec la société actuelle.

Des chiffres qui promettent, ce sont ceux que nous fournit l'éminent socialiste qui signe Latinus.

D'après le dernier recensement, la classe capitaliste proprement dite serait d'ores et déjà réduite en Allemagne à 416,000 individus, dont 80,000 industriels, 111,000 gros commer-

cants, 25,000 grands propriétaires et 200,000 rentiers, soit moins de 20% de la population.

La classe moyenne qui fait tampon et retarde le choc inévitable et libérateur, ne compterait plus que 2,150,000 membres, et une notable partie d'entre eux seraient ouverts à l'esprit moderne.

Quant au prolétariat, il comprendrait 15 millions d'hommes, dont 6 millions d'ouvriers d'industrie, 200,000 journaliers, 1,200,000 artisans, 2 millions d'employés de commerce et 5,600,000 ouvriers agricoles.

C'est-à-dire que l'armée de la Révolution sociale, celle qui est immédiatement à nous, que nous n'avons qu'à prendre, dépasse 75% de la population d'outre-Vosges.

Les temps sont décidément proches...

Les accidents d'usines se multiplient :

Dans une seule audience, le tribunal correctionnel de Lille en a appelé jusqu'à quatre. C'est une fillette dont la main a été prise dans des engrenages non protégés et qui y a laissé l'annulaire droit ; c'est un enfant employé contre la loi à des machines dangereuses et qui a eu, par leurs roues dentées, le pouce gauche écrasé ; c'est un enfant encore qui, trop petit, glisse et a le pied pris entre la poulie fixe et la poulie folle, ce qui a entraîné une fracture de la jambe ; c'est une autre fillette de moins de quinze ans, qui occupée à une machine à épeuler a eu un doigt enlevé par l'arbre dont la partie saillante mobile n'était pas recouverte comme le veut la loi de 1894.

Et quoi que toutes ces mutilations se doublent d'infractions aux lois sur le travail, sur la sécurité des ateliers, etc., elles n'ont valu à ces bourreaux d'enfants que sont les patrons, que des amendes de 16 francs, voire de 5.

Etonnez-vous, après cela, que les boucheries prolétariennes continuent, alors que, coûtant si peu, elles rapportent autant aux employeurs !

La vie ouvrière, les membres ouvriers ne seront réellement protégés que quand ces blessures, dites par imprudence, et dont le mobile est le gain ou le profit, pour ne pas dire le vol, seront renvoyées devant des tribunaux composés au moins en partie de juges ouvriers, élus par leurs frères de travail et d'accident.

De même que les violences matérielles auxquelles se livrent de plus en plus les galonnés contre leurs « hommes », ne prendront fin que, lorsqu'à l'exemple de la législation de l'an II, la loi, comme le réclamait une proposition de Jules Guesde reprise par notre ami Pastre et les autres élus du Parti, aura introduit l'élément non gradé dans la composition des tribunaux militaires.

N'est-ce pas hier encore qu'un capitaine rouait de coups dans sa chambre où il l'avait fait monter un « inférieur » préalablement souffleté et qu'il se trouvait un conseil de guerre — celui du 9^e corps — pour l'acquitter ?

A force de leur refuser des juges qui ne soient pas des complices, prenez garde d'obliger les victimes de pareilles brutalités à se faire justice elles-mêmes !

A empailler, tout simplement, nos anarchistes de lettres ! Voici M. Mirbeau, dont on n'a pas oublié le dernier four dramatique. Les *Mauvais Bergers*, c'était, Jaurès en tête, les socialistes qui conduisaient la classe ouvrière à l'assaut de l'Etat et de la propriété capitaliste. Mais, que ces mêmes socialistes poussent la même classe ouvrière à descen-

dre dans la rue, pour « arracher par la force » à son île du Diable un capitaine d'Etat-Major illégalement condamné, sinon innocent, et ils deviendront non seulement de bons bergers, mais les meilleurs des bergers !

Ainsi écrit M. Mirbeau, à la date du 7 août, en s'adressant « à un Prolétaire », qu'il tutoie, et il ajoute :

« Dans la tumulte des intérêts et des passions, tu étais toujours oublié. Tu étais si petit, si petit, qu'on n'apercevait pas souvent, dans la mêlée, ta face de douleur et de misère... aujourd'hui elle apparaît mieux sur la face lointaine de l'autre... grâce à l'affaire Dreyfus, on s'occupe de toi davantage, on t'aime un peu plus. »

C'est très joli comme littérature, mais sans rechercher quel est cet *on* qui a eu besoin de la transportation d'un officier millionnaire pour découvrir le prolétariat et son martyre, combien de fois nous obligera-t-on encore à faire observer à la philanthropie bourgeoise que ce que demande le prolétaire ce n'est pas qu'on l'aime un peu ou beaucoup plus, c'est qu'on le vole moins, voire qu'on ne le vole plus du tout ?

Rendez l'argent, et gardez pour vous votre pitié dont votre victime n'a que faire, tas de jésuites !

La semaine n'a pas été bonne pour la Haute Armée, réduite — pour empêcher ses du Paty de Clam et ses Esterhazy de finir en cour d'assises — à arrêter le bras et les mandats des juges d'instruction et à faire donner cette réserve ou cette vieille-garde de toutes les forfaitures, la même Chambre des mises en accusation qui sauvait, il y a sept ans, les panamistes aux abois.

Elle a été pire pour les gentilshommes de l'antisémitisme qui, en mêlant « la Patrie » à leurs pètarades dans les rues de Nantes contre la science et la liberté de conscience, ont forcément à nouveau appelé l'attention sur leurs grands-pères conspirant, il y a un siècle, avec l'étranger, et fusillant dans le dos la patrie de la Révolution.

Oh ! que non, monsieur le Maire de Clisson, « tous les félons n'étaient pas pendus haut et court » autrefois. Sans quoi, il ne serait pas restés de Pontbriand et de la Ferronays pour déshonorer la Loire-Inférieure dans les bandes à Drumont et à Rochefort.

VIVE L'INTERNATIONALE !

La paix est virtuellement faite entre les Etats-Unis et l'Espagne, cette dernière cédant à la force : Cuba, Porto-Rico, les îles Ladronez et quelque chose — on saura plus tard quoi — aux Philippines.

Peu importe d'ailleurs. La seule chose que nous voulions relever ici, après nous être réjoui de l'entretuerie finalement arrêtée, c'est l'admirable conscience de classe qui, en pleine guerre, a soustrait le prolétariat américain à l'ivresse des victoires américaines et lui a fait refuser de voir dans les prolétaires espagnols l'ennemi — qui est tout entier dans la classe et le système capitalistes.

Dans toutes les Conventions — ou Congrès d'Etat — qui ont eu lieu en juin et en juillet, le verbe ouvrier et socialiste s'est manifesté avec la même netteté.

Ecoutez l'Indiana :

Considérant que la présente guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne est le résultat du capitalisme dans toutes ses pires opérations, et que les travailleurs n'ont rien à y gagner, mais seulement les capitalistes ;

Considérant que les capitalistes et les politi-

RÉPONSE

A

UN DÉMOCRATE-CHRÉTIEN

La lettre que m'a value ma conférence de Bordeaux, sur le prétendu socialisme chrétien, est double ; à la fois défensive et offensive, pour les syndicats mixtes dans lesquels M. André Tandonnet, comme M. de Mun, voit « la fin de la crise sociale », et contre la solution collectiviste de cette crise.

Je suivrai mon contradicteur sur son double terrain, en regrettant autant et plus que lui qu'il n'ait pu prendre la parole à l'Alhambra.

J'avais dit que les syndicats mixtes d'ouvriers et de patrons, eussent-ils toutes les vertus que leur attribue la démocratie-chrétienne, elles se trouveraient annulées par un défaut, qu'ils partagent avec la jument de Roland : celui d'être morts — ou morts-nés, les

patrons que l'on rêve d'associer à leurs ouvriers n'existant plus ou faisant de plus en plus place à l'anonymat actionnaire et obligataire.

M. André Tandonnet reconnaît la portée de ce qu'il appelle mon objection. Mais il ne la croit pas insoluble, parce qu'une loi pourrait « personnifier » cet anonymat en obligeant à prendre le personnel directeur parmi les plus gros actionnaires.

M. André Tandonnet prouve ainsi une fois de plus que le parti auquel il appartient est composé d'aveugles, n'ayant pas même l'idée du mouvement qui s'opère autour d'eux et qui tend au contraire à dépersonnaliser le capital, aussi bien commercial et agricole qu'industriel ! La raison d'être et de se multiplier des sociétés par actions est précisément de rendre indépendant des individus, qui peuvent et qui doivent changer, le capital qui existe et se développe en dehors d'eux (fonds de réserve, d'accroissement, etc.)

La loi dont il parle comme de la chose la plus simple, comme d'un verre d'eau à boire, serait toute une révolution, révolution à rebours de la tendance universelle et fatale d'une société, de plus en plus menée par la finance.

Mais, fût-elle aussi facilement réalisable qu'elle est utopique, le dernier mot de l'utopie, que cette loi serait impuissante à donner aux syndicats mixtes leur effet conciliateur et souverain, qu'en attendent leurs inventeurs — sur le papier.

Nous n'aurons toujours qu'une fraction des capitalistes en contact avec l'ensemble des tra-

vailleurs, et cette fraction, dominée par l'intérêt supérieur du capital qu'elle représente, serait dans l'impossibilité d'améliorer le sort de son outillage humain.

Se représente-t-on les dix ou douze administrateurs du Paris-Lyon-Méditerranée découvrant, par des rapports quotidiens, des hommes, des semblables, des frères en Christ ou en humanité, dans les 80.000 metteurs en œuvre des wagons, des locomotives des gares de la Compagnie et se préoccupant de leur assurer, sur les dividendes diminués d'autant, des conditions humaines d'existence, en augmentant le salaire des uns, en réduisant le travail des autres et en n'éliminant pas, au fur et à mesure, tous ceux dont les services peuvent être économisés ? Ne seraient-ils pas non seulement révoqués sur l'heure par des actionnaires qui ne voient et ne veulent voir que les bénéfices à encaisser, mais déferés aux tribunaux pour malversation ? sans compter que, par suite de la garantie d'intérêt inscrite au budget, ce seraient les travailleurs des autres métiers qui, comme contribuables, auraient à combler le déficit ainsi créé dans les revenus des porteurs d'actions et d'obligations.

Dans la production, telle que l'ont faite la machine et la vapeur, il n'y a plus place pour des rapports humains entre le capital, se chiffrant par millions sortis de toutes les poches et voyageant dans toutes les mains, et le travail, fourni par des masses n'existant plus que comme force collective et anonyme. C'est la lutte — inévitable — pour le partage du pro-

duit, entre les capitalistes en quête du maximum de profit et les travailleurs à la poursuite du maximum de salaire.

J'avais dit encore que les syndicats mixtes, là où ils sont matériellement possibles — dans ce qui reste de la petite et de la moyenne industrie — accablent à la ruine les industriels qui entreraient dans une pareille voie, parce qu'il leur deviendrait impossible de suivre l'évolution mécanique qui réduit incessamment le personnel nécessaire, ou remplace, comme moins coûteux, l'outillage homme par l'outillage femme et enfant.

Et M. André Tandonnet de passer à côté de cette seconde objection en la réduisant « aux patrons qui entreraient dans les syndicats mixtes, infériorisés par les patrons moins philanthropes qui ne suivraient pas leur exemple. »

Ce n'est pas seulement l'adoption du système par quelques-uns, mais le système lui-même que proscrie « l'incessant mouvement de découvertes scientifiques dans le monde économique ».

Applicable — et appliqué — dans le milieu immobile ou conservateur du moyen âge, il ne saurait résister à un milieu aussi révolutionné et aussi révolutionnaire que le nôtre.

J'arrive au collectivisme, qui paraît à mon contradicteur un retour à un passé père et mère de misère. Il me cite entre autres « les pays mulsumans où, l'Etat seul propriétaire du sol et pouvant révoquer ses concessions suivant l'arbitraire le plus aveugle, l'agricul-

SÉANCE DU MARDI 8 AOUT

Présents : René Chauvin, Gabriel Farjat, Ed. Fortin, Jules Guesde, Roussel, Pédron, Prévost. — *En mission* : Carnaud, Sauvanet, A. Zévaës. — *Excusés* : Ferroul, Aline Valette. — *Absent* : Paul Lafargue.

Il est donné lecture du télégramme et de lettres de Calais, Lille, Roubaix, Tarbes, Alais, Maraussan, Perpignan, Angoulême, Nantes, Cette, Bourg, où le citoyen Jules Guesde est demandé pour une conférence le 21 courant.

Le Conseil s'entend sur un certain nombre de vœux que les élus du Parti auront à déposer dès l'ouverture de la session des Conseils généraux.

Séance hebdomadaire du Conseil National, mardi 16 août, à 9 heures du soir.

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

Lille

C'est un véritable coup de massue que les électeurs Lillois ont appliqué dimanche sur la tête de la réaction.

La bonne vieille à qui les élections législatives et le premier tour de scrutin avaient donné quelques illusions, est toute abasourdie de la rudesse du coup.

Nos amis se préparent à l'achever à la première occasion électorale qui se présentera.

Lyon

Comme les radicaux de l'Aube, dits socialistes, les nationalistes du Rhône, prétendus blanquistes, ont réussi à faire échouer nos candidats à Lyon et à Villeurbanne.

Le sous-Roche Bonnard et le sous-Bonnard Florent peuvent se glorifier de cette prouesse ; elle a opéré la cassure définitive entre eux et les socialistes qui ont eu la naïveté de les envoyer à la Chambre par esprit de discipline.

Malgré sa défaite électorale, le Parti Ouvrier resté dans une excellente posture, puisque après la trahison blanquiste, il reste le seul parti socialiste dans la grande cité lyonnaise.

Marseille

La victoire socialiste de dimanche a été brillante. Sur quatre ballottages, trois socialistes sont élus, ce sont : les citoyens Bayle, Gavary et Cayol.

Aussitôt les résultats proclamés, une délégation nombreuse conduite par le nouveau conseiller Bayle, s'est rendue au siège du Comité socialiste où elle a été reçue par notre ami Carnaud, membre du Conseil National, qui a vivement félicité les nouveaux élus au nom du Parti.

Bravo, Marseille !

Le Boucau

La section boucaloise, dans sa dernière assemblée générale, a décidé de se faire représenter au Congrès de Montluçon. C'est le citoyen Gabot qui a été désigné avec mandat d'exposer les vues du groupe sur toutes les questions figurant à l'ordre du jour.

— Il y a belle lurette que le travailleur s'est rendu compte que ce que le capitaliste lui donne d'une main, il le lui reprend de l'autre, par tous les moyens, bons ou mauvais

ciens corrompus se servent de cette guerre uniquement pour faire des profits et trouver des positions pour leurs amis et connaissances, pendant que les travailleurs ont à combattre, à laisser la vie, un membre ou la santé sur les champs de bataille pour le capitalisme,

Décide : Le Parti socialiste du travail dénonce cette guerre comme profondément inutile et nuisible à la classe ouvrière de ce pays, comme à la classe ouvrière de Cuba et d'Espagne. L'esprit de socialisme nous oblige à dire aux travailleurs d'Espagne, de Cuba et du reste du monde : il nous faut la paix, aujourd'hui et toujours ; le capitalisme lui, aussi longtemps qu'il existera, aura besoin de la guerre, et la fera. Le socialisme ne veut pas la guerre, mais la paix.

Ecoutez l'Ohio :

Tout en condamnant le traitement inhumain des Cubains par les classes dirigeantes d'Espagne et leur boucher Weyler, et en désirant ardemment le réel affranchissement de Cuba, économique aussi bien que politique, nous dénonçons les atrocités de la classe capitaliste d'Amérique et ses bouchers, comme Martin, qui à Hazleton, a pu impunément charger des travailleurs désarmés et les massacrer de sang-froid ;

Nous affirmons, en conséquence, qu'il ne saurait y avoir de réel affranchissement aux Etats-Unis, à Cuba et ailleurs, aussi longtemps que la classe ouvrière n'aura pas arraché à la classe capitaliste le pouvoir gouvernemental et ne l'exercera pas elle-même dans l'intérêt du peuple tout entier.

Ecoutez la Californie :

Les sympathies des travailleurs d'Amérique s'étendent aux opprimés de Cuba et aux travailleurs d'Espagne... Camarades de travail, la classe capitaliste qui est l'ennemi des Cubains opprimés et de l'Espagne ouvrière est également notre ennemie. Par leurs agissements dans la présente guerre, les capitalistes se sont montrés tels qu'ils sont en réalité : pendant qu'ils affichent un grand amour pour ce pays, ils spéculent sur les transports et les vivres, nourrissent dérisoirement nos soldats et jouissent de leurs gains homicides, à une distance de l'ennemi qui leur assure toute sécurité... Le patriotisme des capitalistes n'est enthousiaste que pour le profit ; le profit est la mesure du patriotisme capitaliste...

Considérant que la vie du pauvre est plus nécessaire que celle du riche à sa femme et à ses enfants ; considérant que l'immense majorité de ceux qui servent comme simples soldats dans la lutte contre l'Espagne, sortent des rangs ouvriers, de la classe non possédante, nous demandons qu'au cas où la conscription s'imposerait pour maintenir l'armée sur le pied de guerre, les conscrits soient pris dans la classe propriétaire et entre les membres de cette classe, proportionnellement à la part de la richesse nationale qu'ils détiennent.

Ecoutez le Connecticut :

Nous appelons l'attention des prolétaires américains sur le fait que, quelle que soit celle des deux nations aux prises qui triomphe, ni les prolétaires de Cuba, ni ceux d'Amérique ne verront leur sort amélioré, dépendants qu'ils seront encore pour vivre de la classe capitaliste, qui par sa main-mise sur les moyens de production oblige les prolétaires à vendre comme une marchandise leur force de travail, marchandise dont le besoin et le prix vont toujours diminuant par l'effet des perfectionnements mécaniques et des méthodes de production et de distribution. Il n'existe par suite qu'une seule guerre qui intéresse les prolétaires, c'est la guerre de classe entre le prolétariat et la classe capitaliste.

Nous rappelant comment ont été traités les mineurs d'Hazleton, non moins cruellement que les Cubains par le général Weyler, nous affirmons une fois de plus la solidarité des travailleurs du monde entier, sans distinction de croyance, de couleur ou de race, et nous en appelons au prolétariat américain pour qu'il rallie son Parti, le Parti socialiste du travail, à l'effet d'abolir le système capitaliste et d'établir

la société socialiste dans laquelle il y aura, pour tous, paix et bien-être.

Nous arrêtons là nos citations, qui contrastent si heureusement avec les hurlements de peau-rouge du nationalisme bourgeois en délire, et nous terminerons par un triple hurrah, au nom du Parti Ouvrier Français, en l'honneur du Parti socialiste ouvrier des Etats-Unis.

Dans sa séance du 2 août, le Conseil National a décidé d'envoyer aux Travailleurs de la Guadeloupe, par l'intermédiaire de leur élu, les félicitations du Parti Ouvrier Français, pour l'élection socialiste des 8-22 mai dernier.

Les travailleurs de la France continentale sont fiers de leurs frères des Antilles, qui ont victorieusement affirmé, sur le nom du camarade Légitimus, leur foi dans le socialisme appelé à libérer, avec le travail, toute l'humanité sans distinction de race, de couleur et de sexe. Et ils remercient les électeurs de la Grande-Terre de leur avoir envoyé, pour combattre avec eux jusqu'à la victoire finale, un citoyen du dévouement et de la valeur de Légitimus.

Le Conseil National compte que dans quelques semaines, en septembre prochain, les travailleurs de la Guadeloupe feront à nouveau tout leur devoir, en envoyant siéger au Conseil général des représentants de leur classe et du Parti Ouvrier.

Ce n'est, en effet, que par un combat incessant, en chassant de tous les pouvoirs publics les exploités du travail, que la classe ouvrière pourra en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme et établir l'ordre nouveau, la société socialiste.

Vive les travailleurs de la Guadeloupe !
Vive le Parti Ouvrier !
Vive le socialisme international !

La « Bourgogne »

Chaque année, sur cette route de l'Atlantique à peine aussi large que les boulevards, par la brume, une rencontre a lieu ; qui est le coupable des deux vaisseaux, du rencontrant ou du rencontré ? voilà la question qu'on laisse à décider au tribunal d'arbitrage, qui renvoie d'ordinaire les parties, ou ce qui reste des parties, dos à dos. Les parents ont constaté les décès, puis le silence se fait.

L'année dernière, le *Drummond-Castle* venait s'éventrer sur les récifs de l'île de Molènes ; cette année, dans les parages de Terre-Neuve, c'est le tour du transatlantique la *Bourgogne*, capitaine Deloncle, qui, avec une vitesse hors de toute proportion avec ce qu'exigeait le service, a fait la rencontre d'un voilier anglais.

Les circonstances du sinistre ont été particulièrement pénibles pour notre orgueil national ; il a été constaté qu'une seule femme avait pu s'échapper, et les journaux des autres nations, notamment ceux d'Angleterre, ont fait sur ce texte des gloses à l'infini. Un organe conservateur, le *People*, de Londres, terminait son article par ces mots, qui sont, chose curieuse, la paraphrase du propos tenu par le

pharisien dans l'Evangile : « Chaque Anglais, dit le journal pieux, en lisant le récit de cette catastrophe, ne pourra s'empêcher de remercier Dieu, de ce que ce n'ait pas été un vaisseau anglais à qui cette honte soit arrivée. » Ce mélange de religion et de pharisaïsme donne bien l'état d'âme du bourgeois anglais.

On a bien essayé, de notre côté, de montrer que c'étaient surtout des matelots autrichiens qui avaient empêché les femmes de monter dans les embarcations. Mais, cependant, qu'étaient devenus les matelots français pendant ce temps : que faisaient-ils ? Il vaut mieux conclure simplement — et l'on a plus de chances, ainsi, d'être près de la vérité — que la bête humaine que l'on enguirlande de notions de devoir et de générosité, a rompu ses bandolètes, et que la nationalité du bâtiment importe peu, lorsqu'il s'agit de bestialité. Les annales de la marine, dans chaque pays civilisé, fourmillent de faits semblables.

Ce qu'il faudrait, ce serait non pas d'essayer de se voiler la face pour ne pas voir la réalité des faits, mais empêcher le retour de tels accidents.

Or, il est avéré que la vitesse de la *Bourgogne* était exagérée, et qu'elle violait ainsi tous les règlements internationaux. Le capitaine de ce vaisseau, s'il existait encore, pourrait répondre qu'il n'a fait qu'imiter ses collègues français et étrangers. L'on a des règlements pour empêcher les cyclistes de battre les records de vitesse au grand détriment de la sécurité des passants (il serait même curieux d'étudier à quel point la nervosité du public s'est développée depuis l'importation de la bicyclette en France, et ceci expliquerait jusqu'à un certain point les scènes qui ont eu lieu lors du procès Zola) ; on applique des règlements aux automobiles ; mais les différents arrêts des tribunaux maritimes sur la vitesse permise aux vaisseaux marchands restent lettre morte.

C'est que, derrière le capitaine, il y a la Compagnie qui lui prescrit d'arriver à tout prix « avant la concurrence », comme l'on disait du temps des diligences. Les passagers eux-mêmes veulent arriver les premiers sur le marché américain ou continental ; qu'importent quelques accidents si vite oubliés ! C'est le règne de la libre exploitation, qui ne souffre aucune restriction.

Il y a bien un remède auquel on n'a pas songé. Généralement, ce sont les capitaines qui, s'ils n'ont pas eu le bonheur de mourir avec les autres, paient les pots cassés, comme on dit vulgairement. Mais si les tribunaux prenaient l'habitude pendant quelques années de pratiquer des saignées régulières à la bourse des Compagnies, de leur faire payer d'énormes dommages et intérêts à chaque accident, on verrait la situation s'améliorer.

Ce serait appliquer le principe, introduit par un ministre conservateur, M. Chamberlain, dans la loi sur les accidents, d'après lequel le fabricant est toujours responsable d'un accident arrivé dans ses ateliers ; car si ce n'est pas lui qui est coupable directement, c'est l'industrie qu'il exerce. Quand cette loi sera élargie, et admettra les accidents arrivés en mer, on verra le nombre des accidents diminuer à vue d'œil. Ici encore, le pays capitaliste par excellence, l'Angleterre, est de dix années en avance pour sa législation sur les nations du continent.

C.

ture et l'ouvrier agricole sont dans les conditions les plus lamentables. »

Il aurait pu aussi bien invoquer contre le suffrage universel les tribus sauvages — voire anthropophages — d'autrefois, dans lesquelles les chefs étaient élus pour la chasse et pour la guerre. Aurait-il pour cela démontré que le principe électif ne s'impose pas et ne doit pas s'imposer de plus en plus, non seulement dans l'ordre gouvernemental moderne, mais dans l'ordre administratif et financier ?

De ce que une certaine forme collective de la propriété ait présidé pendant des siècles à l'existence et au développement d'une humanité ignorante et impuissante, il ne s'ensuit pas qu'appliqué à un autre milieu, à une autre humanité, arrivée à sa période scientifique et dotée de moyens de production vraiment féériques, l'appropriation collective doive aboutir aux mêmes résultats, ou, plus exactement, à la même absence de résultats.

M. André Tandonnet raisonne comme quelqu'un qui, parce que le pouvoir temporel des papes a été supprimé sous Pie IX, concluerait qu'il l'a été par Pie IX.

Misérable, notre espèce l'a été en la primitive période collectiviste, mais pas à cause de ce collectivisme rudimentaire, qui a été au contraire la condition de la survivance de l'homme d'alors, à peine sorti de l'animalité et incapable, en dehors de l'action commune basée sur la possession en commun, de lutter victorieusement contre la nature ennemie.

Ce que M. André Tandonnet ne sait pas —

il n'est pas le seul, hélas ! — c'est que les formes diverses qu'a revêtues ce rapport entre l'homme et les choses qui constitue la propriété ont toutes été déterminées par la forme momentanément dominante de la production ou des moyens de satisfaire par le travail les besoins humains.

Là où le moyen général — pour ne pas dire exclusif — d'existence est la chasse qui exige — l'homme est alors si peu armé ou si désarmé — l'association, la communauté des efforts, la propriété des territoires de chasse est commune ou collective.

Là où l'agriculture apparaît et l'industrie, comme, à leur début, elles se prêtent, par un outillage élémentaire, à l'action, au travail individuel, la propriété devient individuelle. Et, basée sur le travail du propriétaire, elle est sacrée, parce qu'en assurant le produit au propriétaire travailleur elle est le plus grand excitant à la production.

Actuellement, si la forme collective de la propriété s'impose à nouveau, c'est que le travail collectif, la production en commun sont commandés par les moyens de production moderne.

Pour mettre en mouvement ou en valeur un chemin de fer, un haut-fourneau, des tissages mécaniques, des filatures, il faut des collectives ouvrières.

De même pour la culture du sol, depuis les charrues à vapeur, les moissonneuses, les batteuses, etc.

De la propriété restée individuelle, alors que

la production est devenue et devient tous les jours plus collective ; de cette contradiction entre la forme du travail et la forme de la propriété, tous les maux, tous les désordres qui affligent la société actuelle, et qui ne prendront fin que par l'appropriation collective ou sociale des moyens de production mis collectivement, unitairement en rapport.

Alors, — la société maîtresse de son sol, de son outillage industriel, de ses forces productives en un mot, et produisant pour et par tous ses membres, — plus de classes et de lutte de classes par conséquent. Plus de salaires et plus de profits : le produit, qui surabonde déjà et que la science, devenue émancipatrice, peut faire croître plus rapidement que les besoins à satisfaire.

Alors la machine, universalisée, automatisée, cesse de manifester des chômages et de la servitude ; elle se traduit en bien-être et en loisirs pour l'homme, pour tous les hommes ne chassant de l'atelier social que des heures de travail. En même temps qu'elle apporte sa rédemption à la femme devenue l'égal de l'homme, en cessant d'être dans sa dépendance économique. Le temps du travail est tellement réduit — deux heures, une heure peut-être — que sauf aux périodes à jamais augustes où, véritablement mère de l'humanité, elle reproduit l'espèce, la femme peut se suffire, c'est-à-dire s'appartenir.

Pour me résumer, les catholiques, qui, comme M. de Mun, ont sur leur chemin de Damas été terrassés par la question sociale, et

veulent, pour la résoudre, réunir — et reconcilier — les personnes qui représentent les unes le travail, les autres le capital, poursuivent — je parle de ceux qui sont sincères — la plus chimérique des chimères, le capital et le travail, tant qu'ils seront divisés, étant nécessairement ennemis.

Les socialistes ou les collectivistes entendent, eux, réunir les deux facteurs de la production, le capital et le travail, sous la seule forme que permettent les énormes forces productives modernes, sous la forme sociale, parce qu'une société composée de travailleurs co-propriétaires c'est la fin de tous les antagonismes, la grande paix humaine.

Et ils ont pour eux, combattant avec eux et leur assurant la victoire prochaine, la concentration capitaliste qui se précipite dans tous les domaines : industriel, commercial, agricole, et dont la concentration sociale est l'aboutissant naturel et nécessaire.

JULES GUESDE.

— mais surtout mauvais : sur travail non payé, amendes, etc. Mais qui aurait cru que cette rapacité pouvait aller jusqu'à spéculer sur l'humble logis ouvrier ? C'est cependant ce qui se produit ici.

Le travailleur, logé dans le casernement de la Compagnie, paie deux fois plus cher de loyer que son co-exploité d'ailleurs. A Montluçon, voire au Creuzot, les logements de deux à trois pièces sont moitié meilleur marché qu'ici. Pourquoi ? Ce n'est pas le prix du terrain et de la bâtisse qui peut expliquer un pareil écart, sans compter que si elle avait dû, au début, déboursier plus d'argent, la riche Compagnie des forges de l'Adour doit être depuis longtemps rentrée et au-delà dans ses fonds.

Allons ! messieurs les Actionnaires, un bon mouvement envers ceux qui vous enmillionnent à ne rien faire. Vous les exploitez assez comme producteurs pour ne pas tant leur prendre comme locataires. Vite, une diminution de loyer ! Ça vaudra mieux que d'édifier des églises devant lesquelles se massent chaque dimanche, en attendant votre passage, les quêteurs de sourires patronaux — et d'avancement.

— Les accidents succèdent aux accidents. Rien d'étonnant : ils coûtent si peu aux employeurs !

Voici, par exemple, une pauvre veuve : son mari a été tué à l'usine, — dans cette usine où travaillent encore ses deux fils. Voici six cents francs, lui dit le patron, et je garde vos fils. Si vous voulez plaider, libre à vous, mais c'est la porte pour eux.

Ce n'est que par le cautionnement des patrons et lorsqu'ils auront à répondre de la vie et des membres de leurs ouvriers devant des jurys pris dans la corporation, que les employeurs — dans leur propre intérêt — prendront les précautions nécessaires.

Troyes

Les ouvriers de la maison Dutreix viennent de remporter une nouvelle victoire ; leur patron refusant de tenir les engagements pris, ils quittèrent en masse les ateliers et vingt-quatre heures après obtenaient gain de cause.

Ce prompt succès démontre ce que peuvent produire la cohésion et la discipline ouvrières.

— Le vaillant organe du Parti *Le Réveil des Travailleurs*, devenu la bête noire des bourgeois de toutes couleurs, vient encore d'être poursuivi à la requête de je ne sais quel curé ou quel père (ainsi appelé parce qu'il a dû s'interdire de faire des enfants).

Être poursuivi dans notre société de justice, de liberté et autres droits de l'homme, c'est pour un ouvrier ou un socialiste, être condamné. Ce qui n'a pas manqué.

Le *Réveil* s'est vu frapper de diverses amendes et dommages-intérêts s'élevant au total de 1,900 francs.

Ce qu'on veut, c'est nous tuer. Nous gênons. Mais nous ne sommes pas encore morts : les adversaires du prolétariat et du socialisme s'en apercevront avant peu.

Prochainement, grande Conférence pour laquelle le Conseil national est invité à nous envoyer des élus du Parti.

Toulouse

La caractéristique des élections toulousaines, a été le nombre de voix obtenues par notre candidat le docteur Bach, qui a pu atteindre dimanche le chiffre de 1,112 suffrages, alors que le Parti n'avait jamais dépassé 540 voix dans ce canton.

C'est un véritable succès et notre ami qui a mené une magnifique campagne de propagande, peut être fier de son action.

Roanne

Bien que posée à la dernière heure, après le premier tour et à la veille du scrutin de ballottage, la candidature de notre ami Micon au conseil d'arrondissement n'a échoué que de quelques voix. Sur les 5,000 et quelques suffrages exprimés, le Parti en a obtenu 2,675. C'est un véritable succès.

Tarbes

Le groupe du Parti s'est formé le 6 courant. Et les éléments qui le composent permettent toutes les espérances. Après avoir fait choix d'un secrétaire, il a donné officiellement avis de sa constitution au Conseil national. Les demandes d'adhésion affluent.

Rouen

Ayant refusé de subir une diminution de salaires, tous les ouvriers et ouvrières de la principale usine de tissage ont cessé le travail. Seuls les contre-maitres et gareurs payés au mois ne se sont pas mis en grève. Après quarante-huit heures d'attente, voyant qu'aucune défection ne se produisait dans les rangs ouvriers, les patrons exigèrent des contre-maitres et gareurs qu'ils fissent rentrer leurs femmes et leurs filles pour remplacer les grévistes, et cela sous peine de renvoi immédiat et définitif.

Les employés, la mort dans l'âme, durent obéir à l'ukase patronal et les membres valides de leur famille furent introduits dans l'usine.

A juste titre, cet abominable procédé souleva l'indignation de la population ouvrière rouennaise qui, dans un magnifique élan de solidarité s'est groupé autour des grévistes

dans la ferme intention de les faire triompher, ce qui sera facile étant donné l'insuffisance du nombre et l'incapacité des renégates forcées.

Nous aurons donc sous peu une nouvelle victoire ouvrière à enregistrer ; victoire d'autant plus belle que les moyens d'attaques auront été plus odieux.

Romilly-sur-Seine

Dans le canton de Romilly, notre ami Millet est battu par 167 voix, alors que dans Romilly-ville, deux cent cinquante radicaux se sont abstenus.

Dans tous les cantons de l'Aube où le Parti présentait des candidats, l'attitude des radicaux a été identique.

Dans les 1^{er} et 3^e cantons de Troyes, dans celui des Riceys comme dans celui de Romilly les socialistes étaient pourtant aux prises avec des réactionnaires avérés, de ceux qui constituent le péril clérical et menacent la République.

Pourquoi, ceux qui à tout propos évoquent le spectre clérical et voient la République en danger ont-ils par leur abstention permis le succès de ces réactionnaires ?

Sans vouloir rechercher les mobiles de leur conduite, les socialistes s'en souviendront à la prochaine occasion. Que tous les Bachimont de l'Aube en soient persuadés.

Beaucaire

Le cinquième Congrès annuel de la Fédération socialiste du Gard (adhérente au Parti Ouvrier Français) aura lieu à Beaucaire, le dimanche 2 octobre.

Le Conseil national du Parti y sera représenté par plusieurs de ses membres et élus.

Calais

Les ouvriers des maisons François frères, Mullié frères et Gareau ont quitté le travail, des différends graves étant survenus entre eux et leurs patrons à propos des salaires.

La Chambre syndicale des tullistes, après avoir examiné les causes du conflit, vient de décider de soutenir pécuniairement les grévistes.

Il est certain que grâce à l'esprit de solidarité qui anime la corporation si socialiste des tullistes calaisiens, les grévistes seront vainqueurs de leurs employeurs.

Saint-Etienne

Les résultats des élections cantonales n'apportent pas une modification très notable à la force relative des partis ; pourtant, le nôtre sort fortifié de la lutte et a sensiblement diminué la distance qui le séparait de ses adversaires.

La Tour-du-Pin

Une grande conférence socialiste publique et contradictoire aura lieu à La Tour-du-Pin, le samedi 27 courant, salle des conférences du groupe scolaire.

Le citoyen A. Zévaès, député de l'Isère, y sera accompagné d'un de ses collègues de la Chambre.

Nous ferons ultérieurement connaître l'heure et le programme de la conférence ; nous prions instamment tous les socialistes et groupes de la région d'assister en nombre à cette réunion qui a pour but ; l'émancipation et revendications des travailleurs.

S'adresser, pour plus amples renseignements, au citoyen Antonin Rivet, comptable, à La Tour-du-Pin.

A L'ÉTRANGER

Autriche

A la séance de clôture du Congrès international des mineurs, notre ami le docteur Adler a prononcé la courte allocution qui suit :

« La Démocratie socialiste et son comité exécutif ont été heureux de se mettre tout entier à la disposition du premier Congrès international des mineurs tenu sur notre sol. Nous savons en effet que votre cause est la nôtre et celle du prolétariat universel. Nous ne connaissons en Autriche aucune distinction entre démocratie socialiste et organisations corporatives ouvrières. Elles sont la chair de notre chair, le sang de notre sang. Puissent les délégués d'Angleterre importer la nécessité d'une pareille unité d'action et la mettre en pratique chez eux ! Aux camarades étrangers, je répète ce que c'est pour nous une grande joie d'avoir eu à les recevoir. Les Anglais représentent pour nous le modèle de toute organisation, les Français, le type de toute action révolutionnaire. Nous espérons qu'avec leurs frères de Belgique, si populaires ici, ils emporteront un bon souvenir de leur passage parmi nous. Et nous leur disons : Au revoir ! » (Applaudissements prolongés).

Espagne

Le Conseil National vient de décider que le Congrès annuel du Parti pour 1898, serait renvoyé après la signature de la paix :

Etats-Unis

D'après le dernier recensement de 1890, il y avait à cette date aux Etats-Unis 4,777,689 propriétés frappées d'hypothèques. Le capital prêté s'élevait à 6,019,679,985 dollars, soit plus de trente milliards de francs.

L'intérêt annuel encaissé par les prêteurs

était de 397,442,692 dollars ou près de deux milliards de francs. C'est du 7 0/0.

— Un syndicat est en voie de formation pour absorber une demi-douzaine de hauts-fourneaux et d'aciéries. Le syndicat, à la tête duquel se trouvent Morgan, Rockefeller et Drexel dispose d'un capital de 80,000,000 dollars, soit 400 millions de francs.

LA PRESSE DU PARTI

Le Réveil du Nord (quotidien), Lille.

L'Égalité (quotidien), Roubaix.

Le Petit Sparnacien (tri-hebdomadaire), Epernay.

Le Réveil Social (hebdomadaire), Bordeaux.

Le Droit du Peuple (hebdomadaire), Grenoble.

Le Réveil des Travailleurs (hebdomadaire), Troyes.

Le Socialiste de l'Allier (hebdomadaire), Montluçon.

L'Avant-Garde (hebdomad.), Roanne.

Le Républicain (hebdomadaire), Perpignan.

L'Écho des Deux-Sèvres (hebdomadaire), Niort.

La République Sociale (hebdomadaire), Narbonne.

La Bataille sociale (hebd.), Limoges.

Le Combat (hebdomadaire), Calais.

La Montagne (hebdomadaire), Marseille.

Journal officiel de la fédération de la région parisienne (mensuel), Paris.

LE SOCIALISTE

ORGANE CENTRAL
DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS
Paraissant le Dimanche

SOUS LA DIRECTION DU CONSEIL NATIONAL

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

PAUL LAFARGUE — JULES GUESDE
A. ZÉVAËS — CH. BONNIER — G. FARJAT —
ED. FORTIN — D^r DELON — ALINE VALETTE
R. LAVIGNE — D^r BACH — SIAUVE-ÉVAUSY
CHARLES BRUNELLIÈRE — H. MILLET
G. BERTRAND — ANTHELME SIMON — COLMAR
P. DRAMAS — D^r Z... — ETC.

CORRESPONDANTS

BAILLEUL, Roubaix — MAZoyer, Alais
MICHEL, Roanne — P. VALLAT, Cette —
GABOT, Boucau — CACHIN, Bordeaux
CH. FOUILLAND, Montluçon
H. BÈS, Castrès — TROUILLE, Agen
MANALT, Perpignan — DOGNIN, Grenoble
ROGNON, Lyon — J. COULET, Marseille
MARLE, Lille — ETC.

Le Gérant : A. DELADERERE.

Ce journal est composé par des typographes syndiqués.

Paris — A. Désiré, 25, rue Buffault.

LE SOCIALISTE est en vente à Paris

Chez M. RICARD
12, rue des Deux-Ponts.
Chez M. LECOURTOIS
42, rue Daubenton.
Chez M^{me} LAMBERT
35, boulevard des Capucines.
Kiosque 11.
Chez M^{me} PAIN (kiosque),
au 135, avenue Parmentier
angle du Faubourg-du-Temple

AVIS A NOS CORRESPONDANTS

Les articles et correspondances doivent être arrivés au Bureau du Journal, le Mercredi soir, au plus tard, pour que le SOCIALISTE puisse être, dans tous nos Groupes de France, distribué le Samedi.

AVIS AUX FUMEURS

Demandez dans tous les Bureaux de Tabac :

LE PAPIER DES 3/8

DIX CENTIMES LE CAHIER
5 francs le cent. — Franco dans toutes les gares.

Adressez Commandes et Mandats à
RENÉ CHAUVIN, 8, Passage Tivoli. — Paris.

HORLOGERIE. — BIJOUTERIE — ORFÈVRE

PIÈCES DE COMMANDE

RÉPARATIONS EN TOUS GENRES

CAMILLE FLUKIGER

EX-ÉLÈVE
DE L'ÉCOLE D'HORLOGERIE DE LA CHAUX-DE-FONDS
17, Avenue de la République
PARIS

Montre cylindre....	P.O.F homme	Fr. 12 50
Montre »	dame	12 50
Montre ancre acier.	3/8 homme	24 »
Montre » métal	3/8 »	21 »
Montre cylind. acier	3/8 dame	20 »
Montre » métal	3/8 »	18 »
Chaîne métal oxyd.	P.O.F régence	0 75
Chaîne métal oxyde.	P.O.F gilet	1 45
Boutons manchette métal oxyd., doré, argenté P.O.F		0 75

Conditions spéciales pour les Groupes du Parti

Force — Energie — Santé — Vigueur

GUÉRISON RADICALE ET PROMPTE
de Chlorose, Rachitisme
Anémie, Neurasthénie, Lymphathisme
Pâles Couleurs

Demandez dans toutes les Pharmacies

LE BIOGÈNE

Fortifiant unique et par excellence du Sang

NUTRITIF

des systèmes Nerveux et Osseux

Régulateur des fonctions de l'Estomac
et des Voies respiratoires.

PARIS — 253, RUE de BELLEVILLE
Pharmacie du Progrès

PASTILLES VOCALES PARISOT

Les produits entrant dans la composition de ces pastilles sont les véritables spécifiques des cordes vocales et des voies respiratoires

Nos meilleurs orateurs, nos plus grands artistes ne doivent leur succès qu'à l'emploi de ces pastilles (8 à 10 par jour.)

LA BOITE : 2 FRANCS

VAUVILLÉ, pharmacien à Levallois

Guérison de la Goutte, Rhumatismes, Cœur, Reins, Foie, par L'ANTI-GOUTTEUX-FÉRON

« LA FÉRONINE »

DÉPOT : 83, rue Poissonnière et toutes pharmacies.
Écrire au Laboratoire à Suresnes, 32, route stratégique (Seine)
Toujours satisfait de l'action prompt et inoffensive de l'Anti-Goutteux-Féron.
D^r BERTRAND *
Médecin en chef de l'Hôpital St-Louis — Châlon.
Dans tous les cas, je prescris avec avantage l'Anti-Goutteux-Féron.
D^r GILBIN
15, Rue d'Odessa — Paris.
L'Anti-Goutteux-Féron est un remède précieux, surtout chez les chroniques.
D^r BASSET
Maire de St-Ouen, Conseiller Général
J'apprécie beaucoup l'Anti-Goutteux-Féron.
D^r RENÉ SIMON
28, Rue des Halles — Paris.